Rencontre professionnelle "L'Art est public - L'équité territoriale au niveau culturel"

dans le cadre du 10ème Temps fort de Quelques p'Arts..., le samedi 22 septembre 2012 à Félines
co-organisée par la Fédération des arts de la rue Rhône-Alpes et Quelques p'Arts...,
en partenariat avec la Fédération nationale des arts de la rue et HorsLesMurs

Retranscription intégrale des interventions

C'est dans le contexte électoral du printemps 2012 que la campagne « L'Art est public » a vu le jour, portée par les Fédérations Nationale et Régionales des Arts de la Rue, dans l'objectif de promouvoir l'idée d'une politique culturelle réinventée.

A travers les notions de **construction de passerelles, de décloisonnement de la culture et de co-construction des espaces publics**, il est nécessaire aujourd'hui de s'interroger sur le positionnement des élus quant à la compétence culture, compétence encore trop souvent considérée comme facultative.

La question de l'équité territoriale sera le fil conducteur de la rencontre en évoquant notamment l'action artistique et culturelle en milieu rural.

Comment permettre un meilleur équilibre dans l'irrigation de ces territoires ?
Quelles particularités présentent-ils pour les politiques publiques locales et nationales ?
Quelles articulations inventer entre les différentes entités administratives et pour quelles compétences ?
Quels schémas directeurs pour l'action culturelle dans les réformes territoriales à venir ?

INTERVENANTS :

- Denis Duchamp - conseiller général de l'Ardèche et maire de Félines
- Olivier Dussopt - maire d'Annonay et député de l'Ardèche
- Mathurin Gasparini - président de la Fédération des arts de la rue en Rhône-Alpes
- Anne Gonon - chargée d'études à HorsLesMurs, centre national de ressources pour les arts de la rue et le cirque
- Palmira Picòn - directrice de Quelques p'Arts... Scène Rhône-Alpes (APSOAR)

MODERATION :

- Patricia Coler, déléguée de l'Ufisc (Union Fédérale d'intervention des structures culturelles)

Mathurin Gasparini

Bonjour et bienvenue à tous. Je représente la Fédération Rhône-Alpes des arts de la rue, dont je suis le président. Nous sommes très contents de co-organiser ce temps de discussion et de réflexion dédié à la ruralité, dans le cadre de la campagne *L'Art est public*, ici à Félines, à l'occasion du 10ème temps fort piloté par l'APSOAR. La Fédération Rhône-Alpes a lancé un groupe de travail sur la ruralité et nous avons prévu d'organiser d'autres rencontres sur ce sujet à l'avenir. C'est donc aussi pour nous un début de réflexion sur l'implantation, la création et la diffusion en milieu rural.

Patricia Coler

Bonjour à tous. Je suis déléguée de l'Ufisc, Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles. Nous sommes, une union d'acteurs artistiques et culturels de différentes disciplines, les arts de la rue notamment - puisque la Fédération des arts de la rue est membre fondatrice de l'Ufisc - mais également le cirque, les musiques actuelles, la danse, la marionnette, le théâtre, les arts plastiques, les labels de musique... Il s'agit d'un ensemble d'acteurs qui se sont réunis pour penser ensemble une vision politique et une autre économie pour les arts et la culture. Cette organisation est un lieu de réflexion collective sur les valeurs, les pratiques et les modes de développement pour faire progresser nos secteurs. Cette réflexion s'est consolidée dans le cadre de l'initiative de *L'Art est public*. Cette initiative, lancée par la Fédération des arts de la rue en 2011, dans le contexte particulier de l'élection présidentielle, réinterroge la notion d'intérêt général pour les arts et de la culture et pointe en quoi les arts et la culture constituent un enjeu fondamental dans nos sociétés. *L'Art est public* a pour but de susciter le débat et questionner nos pratiques sur les territoires national, européen et mondial. Cette initiative de *L'Art est public* a été rejointe par les autres membres de l'Ufisc afin d'élargir ce débat sur la place des arts de la culture dans la société et, plus particulièrement, dans nos espaces de vie, avec les acteurs artistiques certes, mais surtout pas seuls, avec nos partenaires, les élus et les citoyens. Aujourd'hui, l'enjeu est d'être force de proposition, à

l'échelon des villes mais aussi à l'échelle nationale, dans le contexte d'une réforme des collectivités territoriales et de la préparation d'une loi d'orientation sur la création artistique.

Plusieurs personnes ont accepté de venir contribuer à notre débat aujourd'hui. Je vous encourage à échanger avec nous, il ne s'agit nullement ici d'une tribune résumée aux intervenants. Le débat s'organisera autour de deux axes : d'une part, s'interroger sur la place des arts et de la culture, ici, dans nos vies ; d'autre part, une réflexion sur la co-construction de l'intervention publique, sur le partenariat entre acteurs et territoires dans une logique de développement culturel, social et territorial.

Anne, peut-être peux-tu commencer par une mise en perspective de la présence des artistes de rue en milieu rural ?

Anne Gonon

Depuis trois ans, ma collègue Gentiane Guillot et moi-même travaillons sur des chantiers thématiques : les modalités d'accompagnement de la création, la médiation dans les arts de la rue, etc. La question de la présence des artistes de rue en milieu rural ne s'est pas imposée comme évidente au départ. J'avoue que j'étais la première à associer les arts de la rue au fait urbain. Nous connaissions les initiatives emblématiques de l'APSOAR, Le Mai des arts de la rue en Pays de Morlaix organisé par le Fourneau, la saison mise en place par Pronomade(s) dans le Pays de Comminges ou encore le travail de Derrière Le Hublot à Capdenac - qui ont le point commun d'avoir pour la plupart débuté au début des années 2000. Nous avons par ailleurs identifié que de nombreuses compagnies et des artistes de rue sont implantés en milieu rural. En 2010, nous avons consacré un chantier thématique aux nouvelles modalités de diffusion des arts de la rue, qui, entre autres actions, a débouché sur un dossier dans la revue *Stradda* éditée par HorsLesMurs¹. En nous consacrant à ce travail, nous avons constaté que cette présence en milieu rural était significative. Nous avons donc décidé de lancer un chantier thématique sur la présence des artistes et des opérateurs en milieu

1. Voir en ligne : <http://www.horslesmurs.fr/-La-diffusion-des-arts-de-la-rue-.html>

rural, qui a débuté en juillet 2012, au festival Chalon dans la rue, avec deux rencontres thématiques intitulées *Le bonheur est-il dans le pré ?* - un compte rendu est accessible en ligne sur le site de HorsLesMurs. Nous souhaitons déjouer les clichés liés au milieu rural et interroger les artistes et les opérateurs sur les spécificités de leurs démarches d'implantation. Un mini dossier est par ailleurs actuellement en préparation sur ce thème pour le *Stradda* d'octobre². Nous avons repéré des compagnies comme Métalovoïce (Corbigny, 58), le collectif Pixel 13 (Busséol, 63), ou encore Azimuts, compagnie installée dans un village au sud de la Meuse (55), à Morley, que nous avons conviées aux rencontres à Chalon ou interrogées pour le dossier de *Stradda*. Je propose de partager avec vous les quelques éléments de réflexion transversaux qui émergent de ces expériences, toutes très différentes les unes des autres.

On constate que, très souvent, ces projets dans le milieu rural sont fédérateurs. Ils mobilisent élus, associations, société civile et habitants et cristallisent l'envie de travailler ensemble de nombreux acteurs qui manquent d'opportunités pour le faire. Le projet artistique et culturel est l'élément déclencheur.

Ces projets deviennent souvent porteurs de sens pour le territoire. Ils s'inscrivent dans la durée et sont partagés, dans le sens d'une appropriation du projet par l'ensemble des partenaires, chacun restant à sa place, avec son rôle spécifique. On touche là la question de la co-construction sur laquelle nous allons sûrement revenir pendant cet échange.

Ce sont aussi des projets fortement contextuels. La rencontre avec les habitants y occupe une place centrale, de même que le travail à partir de la culture existante et des pratiques locales. La dynamique d'imprégnation est très forte, à tel point que, parfois, on ne sait plus très bien si c'est le territoire qui fait culture ou si c'est la culture qui fait le territoire. Certainement un peu des deux. Les artistes de rue ont, on le sait, une forte capacité à s'inspirer des territoires sur lesquels ils s'installent, pas uniquement ruraux d'ailleurs. En tout cas, la proximité, le désir d'impliquer les habitants, la volonté de coopération et le fait de travailler dans l'espace public en interrogeant ce qu'il a de spécifique en milieu rural, sont

2. *Stradda* n°26, octobre 2012 (www.stradda.fr)

au cœur des démarches des artistes et des opérateurs.

Palmira Picòn

Comme tu l'as dit, ces projets sont contextuels. C'est très important. Ils partent de quelque chose qui est déjà là, qui se développe et puis, à un moment, tout cela devient complémentaire. Tu as aussi fait la différence entre l'acteur ou l'opérateur culturel - au sens de programmateur ou de porteur de projet - et l'artiste. Je crois qu'il est effectivement important de distinguer les deux, entre lesquels il y a aussi une complémentarité. L'acteur culturel a une responsabilité professionnelle vis-à-vis des artistes. L'artiste devient parfois opérateur à son tour quand il se met dans la position d'accueillir d'autres artistes.

Pour moi, c'est simple, il y a le contexte et l'humain. Tout part de qui on est et de l'environnement dans lequel on évolue, de l'ambition que l'on a pour nous et pour les autres. Je suis une fille d'immigrés, une fille d'ouvriers. J'ai baigné dans les questions d'économie sociale et solidaire dans les années 80. J'ai été très tôt confrontée à l'injustice sociale, à l'absence d'équité entre les gens. J'ai été très vite immergée dans l'éducation populaire et dans ce que j'appelle la communication sociale. J'ai travaillé à l'insertion sociale et professionnelle de jeunes de 16-18 ans. Dans cet univers, j'ai développé une approche globale et systémique de la personne qui mêle travail, culture, santé et économie. Quand j'ai commencé à travailler dans le monde culturel, on parlait déjà de décentralisation et de démocratisation, de développement local et territorial et de la nécessité de toucher de nouveaux publics. Mais on ne percevait pas encore l'art et la culture comme des « boosteurs » du développement territorial.

Le *Festival de la Manche*, créé en 1988, ce n'est que ça, ni plus ni moins. J'étais à la MJC à une époque où les usines fermaient sur le territoire et où les gens n'étaient pas motivés pour aller au théâtre. Je me suis dit qu'on pouvait partir des arts de la rue pour créer des interactions entre les gens, les écoles, les associations, les différents milieux socioprofessionnels, les centres sociaux, etc. Aujourd'hui, j'ai parfois l'impression qu'on nous demande de travailler en partenariat et de « faire du social », comme si c'était le seul moyen que les gens

participent à la culture et viennent à nos actions. Je crois qu'il faut faire l'inverse. Je crois que pour que l'action artistique et culturelle soit appréhendée, comprise, acceptée, vécue et partagée, pour que les gens deviennent acteurs de leur vie, il faut partir d'un maillage préexistant. Il faut créer une sorte de réseau humain. C'est ce qui s'est mis en place dès 1993 avec *Les Préambules*. Beaucoup d'actions disséminées sur le territoire ont participé à un développement culturel mais aussi à un développement humain et local. Sur ce territoire, je crois qu'on assiste à un développement lié en partie à nos projets. Ils permettent de créer un environnement propice et fertile pour que d'autres choses naissent, qu'elles soient sociales, culturelles, économiques ou autres.

Patricia Coler

Denis Duchamp et Olivier Dussopt, pouvez-vous réagir à ces propos. En quoi et comment le territoire peut-il accompagner ces projets ? Comment les collectivités peuvent-elles s'engager aux côtés de ces initiatives ? On a pointé la question de la durée. Qu'est-ce qui explique qu'ici, la dimension culturelle soit peut-être plus appropriée ?

Denis Duchamp

Je veux témoigner de la façon dont nous sommes entrés dans cette démarche parce que je pense que cela peut être intéressant. Je crois que tout ceci est, en partie, le fruit d'opportunités et de volontés personnelles de gens qui ont d'abord été spectateurs puis qui se sont habitués ou intéressés aux spectacles de rue. C'était mon cas, lors du *Festival de la Manche*, où j'allais voir des spectacles. Puis je suis devenu élu et je me suis dit qu'il y avait sans doute une démarche à initier pour faire en sorte qu'on puisse profiter un peu, ici, de ce qui se passait ailleurs. Il y a donc eu les *Préambules*, la Journée des mômes pendant laquelle on envoyait les enfants de l'école participer à une journée en préfiguration du festival. Lorsque le festival d'Annonay a été supprimé, on s'est retrouvé en tête de file. La question qui s'est rapidement posée à nous était : comment amener la culture dans nos petits villages ? Cela n'avait rien d'évident dix ou vingt ans en arrière.

On n'était pas forcément aussi mobile qu'aujourd'hui. Tout est vraiment parti de là, d'être soi-même spectateur, de faire partie de cet environnement culturel, de devenir élu et d'avoir envie de partager tout ça, de faire en sorte que les choses se développent sur notre territoire. La question du partage est essentielle. Quand Palmira a demandé à la commune de Félines si on souhaitait accueillir le *Temps Fort*, si on voulait entrer dans cette réflexion, la première chose que l'on a dite c'est : « ok mais pas tout seul ! » Nous sommes allés chercher Vinzieux, la commune d'à côté, pour être au moins deux et avoir un peu plus de forces. L'idée de départ, c'était de partager l'action à plusieurs, avec d'autres collectivités locales. Et on ne s'en est jamais éloigné. Nos bâtiments et nos places publiques sont des lieux et des scènes privilégiés à faire découvrir. C'est à la fois une leçon de culture et une leçon de géographie qu'on propose aux habitants.

Palmira Picòn

Quand on a commencé *Les Préambules*, les intercommunalités ne fonctionnaient pas encore. Je me souviens très bien des courriers qu'on faisait - tapés à la machine à écrire de l'époque ! - ou des discussions qu'on avait au téléphone. On affirmait une sorte d'intercommunalité à travers la culture.

Olivier Dussopt

Ma situation est un peu différente. Lorsqu'avec mon équipe, j'ai eu à inventer une politique culturelle pour la ville, le bassin, la communauté de commune d'Annonay, nous n'étions pas en situation de réaction à une décision brutale, comme Denis et d'autres l'ont été au moment de la suppression du *Festival de la Manche*. Nous n'avons pas eu à prendre le risque que les élus de Félines, de Vinzieux et des communes périphériques ont pris en 2002 lorsque le festival a été supprimé, mais simplement à décider si nous intégrions ou pas, réintégrions plus exactement, le paysage des arts de la rue à l'échelle du nord de l'Ardèche. Quand on parle d'enjeux de politiques culturelles, le premier qu'il faut souligner, c'est un enjeu interne, finalement extrêmement politique. C'est un enjeu de définition. C'est le premier travail que nous avons eu à faire et que, je crois, nous

devons faire en permanence : savoir ce qui relève de la culture ou de l'animation. Non pas pour opposer l'animation et la culture, mais pour savoir exactement de quoi nous parlons. Il y avait un deuxième enjeu de définition. C'est un débat dans lequel on enfonce souvent des portes ouvertes... Mais il fallait savoir si on souhaitait mettre en place une politique de culture pour tous ou de culture pour chacun ; d'adaptation de la forme d'expression culturelle au public, ou, au contraire, de popularisation de toutes les formes d'expressions culturelles avec une prise de risque. Le risque reste mineur puisqu'il s'agit essentiellement de gens susceptibles de nous écrire pour nous dire qu'ils n'ont pas aimé tel ou tel spectacle. Je le dis à Palmira, je crois ne lui avoir encore jamais dit, mais certains habitants nous ont d'ailleurs écrit pour nous dire qu'ils n'avaient pas aimé qu'un comédien montre ses fesses sur la place des Cordeliers pendant les soldes ! C'est bien sûr une anecdote. En tout cas, nous avons eu des échanges autour de cet enjeu de définition. Et puis il y a eu bien sûr l'enjeu de la volonté : choisir de mettre, ou pas, des moyens, essentiellement budgétaires, pour faire en sorte de devenir des partenaires de l'action culturelle sur un territoire et pour nous inscrire dans le développement des arts de la rue. Mais aussi dans l'accompagnement d'autres structures culturelles, notamment en matière de musique, avec la SMAC, ou d'art contemporain puisque nous avons aussi la chance d'avoir une association d'art contemporain que nous avons pu conventionner. Je crois que l'on a répondu à ces questions de la définition de ce qu'on appelle culture ou pas, de ce que l'on veut comme politiques culturelles et du public auquel on s'adresse - en l'occurrence, d'ailleurs, de ne pas vouloir choisir les publics.

Par ailleurs, on peut répondre à d'autres enjeux à travers la culture. L'attractivité du territoire est évidemment un de ces enjeux et je peux vous assurer que c'est peut-être encore plus vrai aujourd'hui qu'il y a dix ou vingt ans. Nous échangeons avec des acteurs de la vie économique sur leurs difficultés à recruter du personnel spécialisé. Dans les zones rurales, nous avons des problèmes de qualification et des difficultés à faire venir du personnel formé sur certains postes dans les entreprises. Il faut pouvoir garantir à ces personnes qui viennent

s'installer qu'elles retrouveront, comme à Lyon ou à Paris, une offre culturelle et de loisirs ; une vie qui ne sera forcément pas aussi dense que dans ces grandes villes, mais une offre de proximité qui leur permettra de trouver un épanouissement et ne pas avoir le sentiment de venir s'enterrer ou s'oublier dans les territoires comme les nôtres. Nous avons encore aujourd'hui une difficulté à convaincre du fait que vivre dans un territoire comme le nôtre n'est pas synonyme d'ennui, mais au contraire de découverte de formes culturelles qui n'existent pas forcément ailleurs. Aujourd'hui, la culture fait clairement partie des critères d'attractivité d'un territoire. Derrière cet enjeu de l'attractivité, il y en a un autre, qui rejoint ce que Palmira a mentionné en matière de questions sociales : la cohésion sociale. Le projet de l'APSOAR provoque des échanges importants qui contribuent à cette cohésion, par exemple entre les habitants de communes périphériques et ceux de la ville centre. Pour les habitants des communes périphériques, il n'est pas forcément évident de prendre sa voiture et de faire les dix kilomètres qui les séparent d'Annonay pour aller voir un spectacle en ville. Or assister à un spectacle de rue, c'est aussi l'occasion de découvrir la ville avec un autre regard, avec une autre lumière, à d'autres moments de la journée et pas seulement sur les mouvements pendulaires lorsqu'on va chercher les enfants au lycée ou qu'on se rend au travail. Inversement, les habitants du centre ville viennent découvrir des lieux dans des villages qu'ils ne connaissent pas forcément parce que leur quotidien ne les y amène pas. Ils découvrent la géographie, les monuments, la qualité de vie, un certain nombre de petites communes en périphérie. Il y a donc aussi cet enjeu de lien, de connaissance réciproque.

Le dernier élément que je souhaite aborder, c'est le fait qu'avec ces formes d'expressions culturelles, avec les arts de la rue en particulier, on travaille la question de l'égalité d'accès à la culture et donc la culture pour tous. Égalité d'accès parce qu'on offre une possibilité d'accéder gratuitement à la culture ; mais également égalité d'accès géographique dans la mesure où on permet à la culture de venir au plus près des habitants. C'est la culture qui vient à eux et non pas les spectateurs qui se rapprochent des lieux de diffusion.

Il y a un autre enjeu de définition que je souhaite mentionner : faire en sorte que nous ne prenions pas, nous les élus, pour des acteurs culturels que nous ne sommes pas. Même si, sur la communauté de communes d'Annonay, nous avons une programmation de saison et qu'en ce sens, nous sommes amenés à jouer un rôle d'acteurs culturels. Il faut bien penser à toujours garder cette distance avec les opérateurs - pour utiliser votre terme -, ceux qui font la culture, la créent et la diffusent. Dès lors qu'on arrive à garder cette distance et à respecter le rôle des uns et des autres, et qu'en même temps, pour ce qui nous concerne, on est clair sur la définition de nos politiques culturelles, je pense qu'on avance. Être partenaire d'un projet comme celui de l'APSOAR s'inscrit dans cette logique et répond à des enjeux de cohésion et d'accès de tous à la culture.

Patricia Coler

Je pense qu'à travers ces différents témoignages, analyses et points de vue, nous avons de beaux éléments pour enclencher la réflexion. Je vous propose donc d'intervenir si vous le souhaitez.

Alain François, programmateur des Noctambules à Paris, membre du Conseil d'administration de la Fédération des arts de la rue en Ile-de-France et délégué régional à la Fédération nationale des arts de la rue.

Quand on parle d'art dans l'espace public, on parle plutôt d'art dans l'espace urbain, alors qu'on devrait dire art dans l'espace urbain et rural. Avec *L'Art est public* et les préconisations qui en ressortent, on a un peu rectifié le tir. Personnellement, je suis un urbain, je suis né dans l'urbain et j'y mourrai ! En fin de compte, je crois que dans nos milieux urbains, on rencontre un peu les mêmes problématiques que vous en milieu rural par rapport à la place de l'art et la culture. A Paris, c'est dense. Il y a une diversité fabuleuse d'offres culturelles, mais les gens qui habitent les cités HLM en Seine Saint Denis ne vont pas forcément profiter de cette offre culturelle. Là aussi, les arts de la rue contribuent. Je crois qu'il y a effectivement beaucoup d'artistes, notamment d'artistes de rue, qui partent des cités et des villes pour aller à la campagne. En

Île-de-France, on alerte les autorités sur le départ de nombreux artistes, lié notamment au faible développement des arts de la rue dans cette région. Mais il y a aussi des artistes du milieu urbain qui viennent travailler et sont accueillis ponctuellement en milieu rural, comme Thierry Lorent, ici présent, de la compagnie Annibal et ses éléphants. Je suis curieux d'entendre des témoignages d'artistes installés en milieu rural.

Anne Gonon

Pour répondre à cela, je vous encourage à venir à la rencontre qui a lieu demain matin, à l'initiative du SCoT. Des membres du collectif Pixel 13 vont témoigner de leur expérience d'implantation assez récente en milieu rural. C'est un collectif d'architectes installé à la friche Belle de Mai à Marseille - en matière de contexte ultra-urbain, on ne fait guère mieux - qui, pour des raisons d'abord personnelles de choix de vie, a choisi de s'implanter à Busséol, dans le Puy-de-Dôme. Grâce à plusieurs projets qu'ils ont eu l'occasion de faire en milieu rural avant même de s'installer à Busséol, ils se sont rendus compte que les questions qu'ils se posent sur le vivre ensemble, l'espace public, l'aménagement du territoire, l'occupation de la rue, etc., en milieu urbain, se posent de manière aussi extrêmement criante en milieu rural. Demain matin, ils vont, je pense, raconter leur parcours, comment ils sont arrivés à la campagne, avec, en tête, des clichés, des idées reçues dont certaines ont été confirmées, d'autres déjouées...

J'ajoute un élément, que je n'ai pas indiqué en introduction mais qui est d'une grande importance, c'est que le milieu rural est en pleine mutation. M. Dussopt a évoqué certains enjeux de cette mutation profonde : l'articulation périphérie - centre ville, l'attractivité du territoire, la cohésion sociale, le développement territorial. Le milieu rural est bouleversé dans son quotidien.

Des différents projets que nous avons observés, il émerge la notion de « communauté d'intérêts ». A un moment donné, les enjeux des élus et des acteurs d'un territoire rencontrent des questions qui intéressent des artistes et des opérateurs. Des gens ayant des modalités d'actions extrêmement différentes vont se rencontrer autour d'un projet. C'est souvent difficile. Les artistes disent

qu'ils sont parfois obligés de réaffirmer leur position d'artiste, de rappeler qu'ils ne sont pas des animateurs sociaux, qu'ils ne vont pas résoudre tous les problèmes, qu'ils ne sont pas là pour animer l'espace public, qu'ils n'ont pas de solutions clé en main. Ils rappellent d'ailleurs qu'ils sont plutôt là pour poser des questions. Mais il y a, je crois, une communauté d'intérêts dans la mesure où ces projets font se rassembler des personnes qui ont des objectifs différents. C'est en cela que le projet artistique et culturel de territoire devient fédérateur.

Sébastien Etienne, co-directeur de la SMAC 07

Je propose de prendre la suite. Je dirige la SMAC 07 qui est un projet de scènes de musiques actuelles, et plus précisément je dirige la Presqu'île à Annonay et la Cavajazz à Viviers. Tout en étant un secteur très différent, nous sommes confrontés à des interrogations et des enjeux similaires aux arts de la rue. La SMAC 07 est un projet récent, fruit d'une réflexion et d'un travail au long cours qui s'est joué sur le département de l'Ardèche ces quinze dernières années. Le projet a été labellisé Scènes de Musiques Actuelles en 2010 par le Ministère de la Culture. C'est un projet complètement innovant et très adapté à un contexte rural. C'est le premier projet labellisé sur une approche co-construite et partenariale entre trois scènes d'un même territoire, en l'occurrence un département. À l'origine, nous étions plusieurs porteurs de projets sur le territoire : un à Annonay et deux sur le territoire du sud de l'Ardèche, dont un sur la partie rhodanienne et un sur la partie plus méridionale. Ces partenaires ont souhaité ouvrir un lieu dédié à la musique, un espace de concert qu'ils estimaient nécessaire sur ce territoire là. Pour voir un concert d'un artiste de jazz ou un concert de rock, il fallait faire énormément de kilomètres. Ces porteurs de projets ont monté une structure associative initialement bénévoles, qui a vu ses activités se développer petit à petit. Une dynamique s'est installée à l'échelle micro locale au départ, Cavajazz était installé dans une cave dans un tout petit village du sud de l'Ardèche, Alba-la-Romaine. La Presqu'île est une salle à Annonay, donc un tout autre territoire. Et l'Art Scène, la troisième structure, est dans une logique hors les murs, dans de tous petits villages de l'Ardèche

cévenole. Ces trois projets se sont installés sur le territoire, se sont développés et se sont professionnalisés tant bien que mal. A la fin des années 2000, nous avons partagé un constat : nos aventures ont évolué mais elles sont imparfaites dans leur structuration et il serait intéressant de passer ensemble un palier pour répondre mieux à nos enjeux. Nous avons donc écrit un projet artistique et culturel, qui nous a permis d'obtenir rapidement le label du Ministère de la Culture. Ce label n'existerait pas sans l'implication des collectivités territoriales. Le projet est financé par le Département, la Région et un certain nombre de communes. La SMAC 07 ne fonctionne pas du tout de la même manière que les autres SMAC en France, qui rassemblent au sein d'un lieu unique les missions fixées par le cahier des charges du label. Nous, nous remplissons ces missions de façon partenariale à partir de nos différents lieux, dans une logique de territoire avant tout. Notre lieu, c'est ce territoire dans sa globalité et ce maillage concret, à l'échelle du département, entre nous mais aussi avec des partenariats qu'on élabore tout au long de l'année, avec le théâtre de Privas, le théâtre de Vals, l'APSOAR bien évidemment. Le concert de Mazalda programmé ce soir en est un bel exemple.

Nous travaillons à un échelon local, parfois micro local, sur des enjeux qui ont été évoqués - la démocratisation culturelle, la cohésion sociale... -, mais je pense qu'on a aussi affaire à des enjeux plus globaux qu'il ne faut pas éluder. L'un des plus importants d'entre eux, c'est un enjeu de démocratie, une démocratie qui doit permettre à la question culturelle d'exister. C'est important de dire que la question culturelle est un véritable enjeu de démocratie. Il me semble que l'on participe également à cela. À un enjeu de droit culturel aussi. Palmira le disait tout à l'heure : on a droit à une bonne santé et on a droit aussi à une culture respectée, qui puisse être considérée, pas forcément sous un angle uniquement artistique. Moi, je suis originaire de ce territoire et il y a une vingtaine d'années, étant jeune dans un petit village d'Ardèche, je n'avais absolument pas la possibilité d'accéder à un local de répétition avec le groupe avec lequel je jouais, d'accéder à une salle de concert pour voir les artistes qui m'intéressaient et, donc, de me construire un sens critique, ma propre identité au travers de l'art

que j'avais choisi, la musique. Je n'avais pas accès à cela, je n'avais pas ce droit que d'autres habitants d'autres territoires pouvaient avoir. Cette notion de droit culturel me semble extrêmement importante : c'est affirmer qu'aujourd'hui, un individu, quel que soit son territoire, doit être en capacité d'avoir le droit d'accès à telle ou telle culture, ou telle ou telle pratique artistique.

Dernier point que je veux souligner, c'est qu'on participe aussi, je crois, à la diversité culturelle au travers des musiques actuelles. Contribuer tous ensemble à faire vivre la diversité culturelle, la diversité des cultures, c'est indispensable pour lutter contre une tendance à l'uniformisation. Je tenais à souligner ces enjeux plus globaux et la transversalité qui se joue en permanence entre l'ensemble des enjeux locaux et globaux.

Membre de la Compagnie Éphémère

Je souhaiterais témoigner de mon expérience. Je représente une compagnie de danse. Nous étions installés dans l'agglomération lyonnaise et nous sommes désormais depuis six ans en milieu rural, pas très loin d'ici, dans un village de 900 habitants, côté Isère. Nous avons initié un festival dans notre village, qui s'appelle Lire au coin de la rue. C'est un événement d'arts de rue autour du développement de la lecture et du spectacle dans le patrimoine du village. Notre problématique aujourd'hui, c'est d'être à la fois artiste, acteur et opérateur du tout. On en est à notre deuxième édition et on a décidé d'opter pour une biennale parce que c'est trop énorme à organiser ; or, évidemment, on ne fait pas que cela. On est très content parce que, quand on est arrivé dans ce village, les portes se sont ouvertes. On a pu fédérer les acteurs politiques et de nombreuses associations autour de notre projet. Mais notre difficulté à l'heure actuelle, c'est d'administrer un festival et de rester à la fois artiste. Je voulais témoigner de cette difficulté. Quand on est en milieu rural, il y a beaucoup de choses à porter, la responsabilité artistique et la responsabilité d'organiser, de faire le lien avec les acteurs qui peuvent aider à monter le festival. Aujourd'hui, on aimerait trouver une solution pour pouvoir être encore plus opérationnels et proposer d'élargir à d'autres communes des environs le projet Lire au coin de la Rue.

Pascal Torgue, directeur adjoint d'Ardèche Musique et Danse, école départementale, responsable du bassin nord

Je témoigne en tant que responsable de l'école de musique départementale de l'Ardèche, structure d'enseignement mais pas seulement, et aussi en tant que Félinois. Je suis toutes les activités du *Temps Fort* et de l'APSOAR depuis 10 ans. La réussite de ce projet, je l'ai vue résumée tout à l'heure, au moment de l'inauguration, devant la mairie de Félines. On a vu se mélanger, dans une proposition artistique de qualité, des artistes reconnus dans le secteur - avec les musiciens de Musicabass qui sont à mon avis précurseurs - et d'autres personnes, professionnels du chant (des personnes qui travaillent en tant qu'enseignants) et jeunes musiciens qui avaient dix ans quand toute cette aventure a commencé ici et qui sont désormais en phase de pré-professionnalisation. Aujourd'hui, ils ont l'avenir musical devant eux. Pour moi, c'est une vraie réussite car si ce travail de fond n'avait pas eu lieu, on n'aurait jamais vu ce « public-acteur »³ envahir les marches ce matin. Il y a dix ans, ces personnes n'auraient sans doute jamais osé. Il y a dix ans, le public était un peu réticent, les jeunes musiciens n'étaient pas forcément intéressés. Toutes les actions menées, pour certaines en partenariat avec des structures d'enseignement spécialisé comme la nôtre, ont vraiment contribué à développer cela. J'espère que dans dix ans, ces jeunes artistes seront devenus des artistes professionnels, que ce « public-acteur » sera peut-être encore plus acteur et qu'en plus de public viendra spontanément vers ces spectacles.

Nos structures s'appellent des conservatoires... Donc ça conserve... mais on ne sait pas jusqu'à quand ! En tant que responsable d'enseignement spécialisé, je crois qu'on a tout intérêt à profiter du dynamisme de vos structures pour sortir des murs. Je pense que c'est important. On essaie de le faire et on y arrive. C'est tout le bonheur que nous pouvons avoir ici, grâce à l'action de l'APSOAR. Je tiens

3. Le terme "Public-acteur" désigne les personnes qui s'impliquent et partagent le projet mené par Quelques p'Arts... qu'ils soient bénévoles sur l'organisation, membres de la commission, donateurs, familles qui hébergent les compagnies accueillies... C'est une manière d'impliquer les personnes, de susciter leur contribution et leur engagement pour qu'elles puissent s'approprier le projet et s'en emparer pour devenir elles-mêmes plus actives, plus conscientes de leurs propres capacités d'action.

aussi à remercier Denis Duchamp, qui a été le président d'Ardèche Musique et Danse pendant quelques années, ce qui a aussi aidé notre développement.

Denis Duchamp

Je veux rebondir sur ce qui vient d'être dit car avant que tu n'interviennes sur ce sujet, je pensais moi aussi au moment de l'inauguration de ce matin ; à ce mariage entre des artistes et des jeunes qui ont appris la musique au sein de l'école départementale de musique, action qui aurait été impossible il y a dix ans. Ces maillages culturels entre l'APSOAR, la Presqu'île, le Groupe d'Art Contemporain d'Annonay sont particulièrement intéressants et les jeunes ont la chance de pouvoir en profiter.

Il a été fait allusion à la mise en place de politiques culturelles sur Annonay. C'est sans doute plus facile pour Annonay de mettre en place une politique culturelle que pour des petits villages comme les nôtres, où ce n'est vraiment pas du tout évident. La chance qu'on a eu a été de pouvoir partir d'une base avec l'APSOAR, à partir de laquelle on a pu tisser. Même chose avec l'école départementale de musique pour laquelle il a fallu faire preuve d'une volonté politique locale et départementale forte. Je crois que les départements ruraux ont tout intérêt à travailler sur des politiques culturelles à l'échelle départementale et qu'il faut qu'on soit très inventif pour qu'elles puissent fonctionner. Donc politiques culturelles oui, mais politiques culturelles qui doivent s'inscrire dans une politique départementale et bien au-delà.

Je voudrais ajouter qu'à Félines, nous sommes en train de mettre en place une politique jeunesse. Et, oui, ce n'est que maintenant... Il y a quand même beaucoup de jeunes dans la commune et on s'est aperçu qu'il fallait les encadrer, qu'il fallait faire en sorte qu'ils soient considérés comme des citoyens à part entière dans le village. La mise en place de cette politique jeunesse est importante parce qu'elle viendra forcément renforcer le maillage déjà existant.

Thierry Lorent, artiste de la compagnie Annibal et ses Éléphants et ex-président de la Fédération nationale des Arts de la Rue

Échelle locale, départementale et nationale ! François Hollande s'est engagé sur une politique d'orientation culturelle à l'échelle du pays. On verra les répercussions et les débats qui pourront se dérouler à ce sujet au sein, notamment, de l'Assemblée nationale. Nous sommes en attente de cette réflexion au niveau national.

Je veux également revenir sur la devise « L'art partout ». Nous, nous faisons du théâtre pour tous et partout. Parfois, c'est impossible, parce qu'il n'y a ni moyens, ni volonté politique... Il y a une semaine, nous étions sur l'esplanade de la Défense à Paris et aujourd'hui, nous sommes ici. C'est merveilleux ! On passe du cœur du monde des affaires à Félines, c'est une vraie sensation ! Cette année, j'aurais bien aimé qu'un sociologue analyse les réactions du public sur nos différentes dates. On a bien vu qu'on n'est pas égaux en la matière. À Notre Dame des Monts, les gens qui viennent voir le spectacle sont issus du milieu populaire, ils sont là pour une semaine en vacances. Leurs réactions sont autres que celles du public du Grand Bornand. Là, on est en Savoie, sociologiquement ce sont d'autres catégories socio-professionnelles. En tant qu'acteur, quand on joue, les effets ne sont pas les mêmes, certains spectateurs n'ont pas les codes. Notre spectacle, Le film du dimanche soir, propose au public de découvrir un western, avec les voix et les bruitages faits en direct. Un jour, après le spectacle, je me suis retrouvé à discuter avec un garçon de dix ans qui m'a expliqué qu'il avait vu un film de Wayne avec son père. Là, il y a un accompagnement. Ce n'est pas le cas pour tous les enfants. Cette pratique n'est pas installée à l'échelle du pays. Il y a encore une grande diversité en la matière.

Je pense aussi à l'employé municipal qui m'aide à monter le décor et qui ne va pas regarder le spectacle... Je trouve que c'est embêtant. Je pense à cet agriculteur qui prépare son terrain pour le spectacle, qui sort le tracteur pour qu'on puisse jouer, qui va nous offrir la prune et au moment du spectacle il dit « non » et il ne vient pas. Il faut aussi accepter cela. Je n'ai rien contre les théâtres, mais souvent, dans le théâtre, les choses se font en direct entre l'opérateur, qui est le théâtre municipal, et les élus. En rue, nous sommes obligés, par nos pratiques, d'être avec tout le monde : les services techniques, la

voierie, la police, les élus bien sûr. Notre acte même nous amène à ce partage du projet, cette communauté d'intérêts qui a été évoquée. Cela inclut la voiture qui va gêner le spectacle ou les groupes de jeunes qui se retrouvent là pour fumer leur joint. C'est leur territoire et on vient les déranger. Quand je joue au théâtre, il y a cour, il y a jardin, il y a ma loge... Je ne me pose pas tous ces problèmes techniques de voirie ou autre. Cette dimension-là des arts de la rue m'intéresse. Le programmateur, le passeur, fait avec la singularité de chacun, sa spécificité, son savoir-faire et son rayon d'intervention... Et c'est la diversité qui va aller vers l'harmonie.

David Berthelot, responsable du pôle "Accompagnement et Ressources" - la NACRe
Je souhaitais revenir sur ce qu'a dit Sébastien Etienne tout à l'heure sur le droit d'accès à la culture. J'ai moi aussi grandi en milieu rural, plutôt dans le Nord mais peu importe, le désert culturel peut être partout. Je dirais : droit d'accès à la culture à tous pour voir des spectacles, d'accord, mais peut-être aussi pour transformer les gens d'un territoire en acteurs culturels. Je suis très sensible à ce qui se passe en ce moment dans le monde de l'enseignement de la musique où l'on essaie de faire exploser des cadres qui étaient très traditionnels, où il y avait une relation entre un enseignant et un jeune apprenant. Maintenant, on essaie plutôt de les mettre dans une dynamique d'acteurs. Il y a là un défi réel.

J'ai eu à travailler moi aussi avec plusieurs porteurs de projets culturels en milieu rural et je peux témoigner de la difficulté de développer des projets quand il n'y a pas une dynamique portée par les élus locaux. Il peut y avoir la Direction Régionale des Affaires Culturelles, la Région et le Département qui suivent, si les gens de la Communauté de communes ne sont pas des « boosteurs » et eux-mêmes très actifs, les porteurs d'un projet auront du mal à le pérenniser. Ils restent dans une très grande fragilité économique. En cela, le modèle économique des actions culturelles en milieu rural m'interroge beaucoup parce que, pour bien faire, il faudrait davantage redistribuer les cartes. Or, les collectivités ne sont peut-être pas prêtes à redistribuer les cartes et redéployer les fonds. C'est notamment problématique pour des lieux qui sont à cheval entre

des territoires administratifs. Je ne voudrais pas jouer les *Cassandra*, mais je ne sais pas s'il y a beaucoup de marges de manœuvre. Je souhaiterais demander à Palmira combien de temps il lui a fallu pour développer son projet, pour trouver un modèle économique à peu près viable - même si j'imagine que rien n'est jamais gagné.

Palmira Picòn

Comme je l'ai dit, ma réflexion personnelle a commencé en 1988. J'ai eu très tôt envie de partager cette réflexion, d'en partager le sens, d'interroger les élus, de mettre en cohérence le discours politique et la réalité des besoins et d'œuvrer à rendre tout cela concret. Progressivement, il y a eu une prise de conscience et les élus en ont aussi fait leur affaire. Mais, nous, les acteurs culturels, nous ne sommes pas les sauveurs du monde ! Les élus réfléchissent eux aussi bien sûr à comment avancer. À un moment donné, des complémentarités se tissent. Alors, est-ce une communauté d'intérêts ou des objectifs complémentaires ? Je ne sais pas, mais je crois qu'on répond et qu'on s'inscrit dans le courant de réflexion des élus. La chose importante qu'on a gagné ces dernières années, notamment grâce à une montée en puissance en 2000 avec le contrat de Pays et la première saison qui se mettait en place, c'est que les élus du territoire disent : « il faut qu'on soutienne plus la culture comme elle se fait là parce qu'elle est aussi vecteur de développement. » La force du dispositif de l'APSOAR, c'est aussi d'être arrivé à transcender les barrières administratives des communes, des communautés de communes, des départements. Les départements, l'État et la Région nous soutiennent précisément au regard de la dynamique qu'on impulse sur le terrain, entre les acteurs locaux. On a démontré que notre projet est solidaire. Qu'une commune contribue au projet de l'APSOAR à hauteur de 1 500 €, 5 000 € ou 90 000 € comme le fait Annonay, elle participe à un projet qui englobe à la fois la diffusion, la création, la médiation et l'éducation artistique. On est en train de gagner du terrain - peut-être pas encore suffisamment partout - sur une véritable économie d'échelle pour un vrai projet de territoire. Mais j'insiste sur le fait tout cela est contextuel. Cela ne se passerait pas forcément de la même façon

ailleurs.

Viviane Trillat, spectatrice et « public-acteur » de Quelques p'Arts...

Bonjour, j'habite le département de la Loire, juste à côté. Je suis public depuis très longtemps, depuis le *Festival de la Manche* et même avant, puisque j'ai dû découvrir les arts de la rue avec Burattini à La Bourboule, quand il faisait des événements un peu grandioses. Et je suis « public-acteur » depuis quelques années. Je suis très frappée par les différences entre les publics et les possibilités d'accès à la culture. Hier, je suis allée à Lyon, à l'amphithéâtre de la Cité Internationale, pour voir un spectacle de danse. J'ai trouvé que l'architecture était très belle, que les vigiles étaient très grands et que dans la salle la moyenne d'âge... Disons que j'étais dans la moyenne, environ 50 ans. Alors que la dernière fois que j'ai vu un spectacle de danse dans la rue à Annonay, il y avait là des gens qui venaient du Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA) et des habitants du quartier. En allant voir les spectacles programmés par l'APSOAR, j'ai découvert tous les petits villages, les petites places, les cours d'école de la région d'Annonay, de Vinzieux, une cave à St Désirat et les agriculteurs, les Jardins de cocagne aussi, dans le cadre des Agri-Culturelles. Le maillage associatif et culturel m'a vraiment permis de découvrir beaucoup d'acteurs et des gens différents. Le public est très diversifié. Pas comme hier soir à la Cité Internationale. Être « public-acteur », c'est aussi un vrai plaisir parce qu'on a l'impression, en tant que bénévole, d'avoir notre rôle à jouer. On peut participer, donner son avis sur un spectacle, accueillir le public, aller à Chalon, ou même participer à des réunions, comme aujourd'hui par exemple. J'habite en pleine campagne et je vais probablement beaucoup plus aux spectacles que mes copains qui habitent à Lyon.

Gilles Rhode, co-directeur artistique de la compagnie Transe Express

Moi, j'habite en face, de l'autre côté du Rhône. Cela fait trente ans que la compagnie Transe Express est installée là-bas. La question de savoir si c'est un choix d'habiter en milieu rural a été posée plusieurs fois au cours de cette

rencontre. Je n'en sais rien... Mais toujours est-il qu'il y a de la place en milieu rural et que nous, on a besoin de place ! Donc c'est quand même assez simple d'aller là où il y a de la place ! C'est vrai que le théâtre de rue est peut-être plus urbain que rural. Est-ce que cela modifie l'inspiration d'être à la campagne ? Est-ce que cela change forcément la couleur de notre travail d'être installés en milieu rural ? C'est une question qu'on pourrait se poser, elle pourrait être intéressante. Comme le disait la camarade installée dans le village de 900 habitants, c'est vrai que quand on s'installe quelque part à la campagne et qu'on ouvre les yeux, on est obligatoirement amené à s'impliquer localement. Sauf si on arrive et qu'on repart aussitôt, sans prendre le temps de défaire sa valise. On est obligé d'être perméable à ce qui se passe autour de nous, et donc, nous, par exemple, on a finalement fabriqué un lieu, on s'y est installé et on travaille sur le terrain. En ce moment, nous développons une action avec le Conseil général de la Drôme qui s'appelle *Les Caravanes*. On va fabriquer des parades dans six villages avec les habitants pour les rassembler ensuite dans une ville pour une forme finale. Le Conseil général n'avait pas très envie qu'on aille dans une ville en fin de projet. J'ai expliqué que la grande forme produite allait être urbaine qu'on ne pourrait pas faire dans un village. Dans les Conseils Généraux et les institutions, ils ont souvent des cases comme ça, des idées sur ce que l'on peut, ou pas, faire. Finalement, on y est arrivé et cela va se passer à Portes-lès-Valence, le 20 octobre.

La question que je me pose, c'est : est-ce que les programmeurs estiment que certaines formes ne sont pas adaptés à certains lieux ? La grande richesse du théâtre de rue, c'est la diversité des formes. Quant on a créé *Mobile Homme*, on a suspendu des artistes à une grue parce qu'on cherchait à s'élever pour pouvoir se faire entendre et s'acclimater à tous les espaces en ville. Si la ruralité commence à s'intéresser au théâtre de rue, je me demande du coup ce que cela va changer à la création. Qu'est-ce que les artistes de rue vont inventer en réponse à cela ? Nini, toi qui travailles en milieu rural, en quoi cela change ta façon de créer ?

Nini Rhode, directrice artistique de la compagnie Tout Samba

On fait un travail qui se construit un peu comme le jazz. Il y a toute une partie du travail que, aujourd'hui, on appelle d'imprégnation du lieu et en réactivité avec les habitants. On improvise et on se nourrit des lieux et des gens. Le fait d'être en milieu rural nous a souvent permis de créer petit à petit, d'essayer devant des gens, avec eux, de créer dans le village où on habite, etc. Je pense que oui, cela nous imprègne au niveau de l'inspiration. En ce moment, je travaille sur les oiseaux. Je pense que je n'aurais sans doute pas travaillé sur les oiseaux migrants si j'avais habité en ville. Mais j'adore créer des spectacles en relation directe avec des milieux ruraux et après, les balancer dans la ville, s'y frotter, comme on l'a fait avec les balades sous abat-jour, parce que cela amène un regard autre sur la ville. Quelqu'un de la ville n'a pas le même regard sur la campagne que celui qui y a toujours vécu. Je trouve que ces décalages amènent une richesse de création qui est forte et qui nourrit nos créations.

Je voulais corriger une chose : je pense que beaucoup de compagnies de rue sont nées dans les campagnes, sauf que cela ne se sait pas ! Nous avons beaucoup joué pour la fête du boudin, la fête du froid, la fête de la châtaigne, la fête de l'olive... Là, on s'est frotté au public, à ce qui s'appelle entre guillemets maintenant « l'animatif », que moi, je revendique. Parce que je trouve que cela fait aussi partie de notre travail, d'aller mettre l'art partout, un art tout terrain. Moi, j'aime encore aller jouer dans la fête de la châtaigne. C'est là que tu vois que si tu as du métier, tu ne fais pas de « l'animatif », tu fais vraiment de l'art parce que tu sais le faire. C'est plus difficile, mais je trouve que c'est bien de préserver ça aussi. En parallèle, bien sûr, au travail qui se fait ici, c'est-à-dire de donner des beaux écrans aux artistes.

Palmira Picòn

Je pense que la création de rue se nourrit du contexte, quel que soit le lieu. Pour ce qui me concerne, j'ai la chance d'avoir une espèce de scène ouverte où je peux proposer plein de choses différentes, qui vont clairement vers ce contexte rural, ou pas. Et j'en joue. Comment situer telle création ou telle création dans la

saison que j'écris ? J'insiste sur une chose : pour moi, il n'y a pas des spectacles pour les gens du milieu rural et des spectacles pour les gens de la ville. Je crois que tout est dans la manière d'accompagner les équipes sur place et de s'adresser aux habitants. L'enjeu, c'est de mettre tout cela en corrélation. En revanche, c'est vrai qu'il y a des choses qui nous sont beaucoup plus difficiles à accueillir en milieu rural. Par exemple, à Annonay, c'est plus facile de faire venir une forme plus vaste que dans une petite rue de village. Mais je crois que c'est surtout une question de moyens ! Si, dans trois ans, je dispose d'un million d'euros, je pourrai me permettre de faire venir des formes plus importantes, qui ne se font qu'en ville aujourd'hui. Il faut trouver les moyens et les contextes pour les situer. Notre travail, c'est celui d'une écriture de la programmation, que ce soit pour une ville, un village ou un paysage. Comment inscrire les propositions dans les lieux ? Comment les articuler avec les gens qui sont présents sur le territoire. Qu'est-ce qu'on fait ensemble ? Pourquoi ? Pourquoi cette proposition à cet endroit ?

Pour revenir sur la fête de la châtaigne, je crois que nous avons à respecter ça. Sébastien a parlé du droit à la diversité des cultures. En milieu rural, c'est une réalité. Quand nous commençons à écrire la saison, nous regardons d'abord ce qui se passe dans les villages partenaires et la communauté de communes. Tout cela vit et doit continuer à vivre. Nous ne sommes, je le rappelle, que complémentaires. On est « boosteurs » de développement, mais il faut toujours qu'on reste complémentaires avec l'existant. De temps en temps, une commune va nous demander qu'un spectacle soit programmé à l'occasion d'une fête. Est-ce opportun ? Certains spectacles ont la force de se confronter à la fête de la châtaigne, d'autres, peut-être plus sensibles, ne le peuvent pas. On y réfléchit ensemble, on en discute. Mais qu'on habite à la ville ou en zone rurale, nous avons le droit aux mêmes œuvres.

Thierry Lorent

Pour tous et partout !

Alain François

Moi, je programme en milieu urbain, à Paris, dans le 20ème arrondissement. C'est un terrain hyper compliqué, on ne peut pas obtenir de fermeture de rues aussi facilement qu'ici. Je vois un grand nombre de spectacles tous les ans et la première question que je me pose toujours est : est-ce que je peux accueillir ce spectacle, compte tenu de ces contraintes et de ce milieu urbain ? Je prends un exemple : cet été, j'ai vu le spectacle de Nini Rhode dans son lieu, à La cimenterie, à la campagne donc. J'ai craqué pour ce spectacle. Maintenant, il faut que je me l'imagine en milieu urbain. Je crois que c'est possible. On va le faire. Ça ne m'arrête pas. Mais c'est quand même une question que je me pose. Comme je ne suis pas fermé, je fais des expériences. C'est très intéressant de provoquer cette confrontation.

Anne Gonon

Pour revenir à la question des modèles économiques, ce que je trouve flagrant, c'est que les projets en milieu rural sont en général extrêmement inventifs en la matière. Cela rejoint ce qui a été dit sur la SMAC 07. Du fait de cette communauté d'intérêts, de cette complémentarité des objectifs et de cette diversité des interlocuteurs autour de la table, les montages financiers sont souvent très atypiques. Je ne crois pas qu'on puisse parler de modèles économiques reproductibles car chaque projet invente sa propre économie, qui reste souvent précaire. Les opérateurs sont amenés à réfléchir avec les élus. Certains projets de territoire en milieu rural émergent sur des crédits de développement territorial, des lignes d'aménagement de territoire. Cette innovation se développe sans doute dans l'adversité, mais il est intéressant de constater que ces territoires sont des espaces d'invention en la matière. Et pour réagir sur l'expérience de cet agriculteur qui prête son champ mais qui ne vient pas au spectacle, je ne pense pas qu'il faille le vivre comme un échec. Sur ce point, le projet *Territoires Occupés* que Métalovoice a mis en œuvre à Corbigny est intéressant. Grâce à une collaboration avec des agriculteurs, Métalovoice a pu proposer à des artistes de créer des œuvres *in situ*, installées dans des champs.

Un lien s'est établi entre les agriculteurs et la compagnie, sans qu'il n'y ait forcément d'échanges sur la question artistique. Le lien s'est joué ailleurs. Je crois qu'il faut défendre cette dimension de cohésion sociale des projets. Il me semble qu'aujourd'hui, les porteurs de projets la mettent particulièrement en avant et ils ont raison de le faire. Le projet s'adresse autant, si ce n'est plus, aux habitants qu'à des spectateurs.

Palmira Picòn

C'est l'occasion pour moi de parler des Agri-Culturelles. C'est un projet transversal à la saison. Ce n'est pas de l'adversité, mais, là encore, de la complémentarité. Dans le cadre du contrat de Pays Ardèche Verte, des fonds non consommés dédiés à l'agriculture ont été alloués à ce projet qu'on a appelé les Agri-Culturelles. C'était pertinent car on participe bien à faire découvrir les acteurs du territoire, les paysages et les métiers. Et là, les agriculteurs sont vraiment acteurs. Ils accueillent les propositions artistiques chez eux. On travaille en synergie avec eux, en collaboration avec la Presqu'île / SMAC 07. Aujourd'hui, à peu près huit spectacles, qui font partie de notre saison et de celle de la SMAC, se déroulent chez des agriculteurs, en partenariat avec le CIVAM (Centre d'Initiative pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural) et l'Ardèche Verte.

Olivier Dussopt

Je veux ajouter un élément sur les Agri-Culturelles et me montrer peut-être un peu moins enthousiaste que Palmira. Au départ, quand on a imaginé ce projet, nous avons en effet eu des crédits de l'Ardèche Verte, contrat de Pays abondé par la Région et le Département. Ces fonds étaient liés à une action qui devait être soit collective de la part des agriculteurs, ce qui était difficile à mettre en place, soit visant la valorisation des circuits courts et des débouchés de leurs productions. Or, nous n'arrivions pas à consommer ces fonds. Dans le même temps, c'est là que je suis peut-être un peu plus terre à terre que Palmira, nous avons une difficulté de financements des structures culturelles, pour lesquelles les lignes de crédits étaient entièrement consommées. Donc il fallait trouver de

l'argent ! L'inventivité, ça s'appelle aussi du bricolage ! Mais ce bricolage nous a permis, par la suite, dans la phase de rédaction du nouveau contrat de Pays, d'introduire une ligne spécifique pour les Agri-Culturelles. Ce projet a été plébiscité et a convenu à tout le monde, en termes de découverte du territoire et d'exploitations, ce qui nous permet de prévoir une ligne de crédit dédiée dans le contrat. On a gardé l'esprit initial : les agriculteurs font découvrir les produits locaux et la dimension collective prend forme par le partenariat avec le CIVAM.

Patricia Coler

De tous ces témoignages, il ressort que l'humain est toujours au centre et que les projets culturels apparaissent comme des espaces de décroisement, des espaces où se croisent l'ensemble des champs et des acteurs de la société. Tout ceci dans un respect des singularités des territoires, des acteurs et dans une logique de projets partagés qui se construisent dans le temps, dans le respect de tous et où chacun a un rôle à jouer et doit être acteur. C'est une vraie question de démocratie. Comment faire vivre ces processus de coopération qui ne sont pas simples ?

Pour conclure, peut-être pouvons-nous faire le lien avec la rencontre qui a lieu demain matin, avec le SCoT. Pouvez-vous nous expliquer comment la dimension culturelle y est intégrée ?

Palmira Picòn

On commence tout juste à impulser quelque chose. On n'avait encore jamais abordé la dimension culturelle. Cette première expérience, au travers de la programmation de la compagnie L'art au quotidien, et le travail des élus qui font partie du SCoT, a pour objectif de voir comment l'art peut contribuer à la réflexion. Qu'est-ce que cela peut apporter aux élus ? Et comment cela peut conduire les habitants à contribuer eux-mêmes à la réflexion, au-delà des rencontres publiques, autour d'une vision du territoire au travers du prisme de l'art ?

Denis Duchamp

Le SCoT du bassin d'Annonay est actuellement en révision. L'idée est de fusionner avec le SCoT des rives du Rhône, c'est-à-dire la région de Vienne et la vallée du Rhône. À ma connaissance, les questions culturelles ne sont pas prioritaires dans les réflexions menées. Aujourd'hui, c'est essentiellement un document de prévision urbanistique. Beaucoup de questions se posent en termes de vie sociale, de déplacements, de logements, d'économie, etc. La culture fait aussi, bien sûr, partie de cet ensemble, mais je n'ai pas le sentiment qu'elle soit très présente dans le document du SCoT. À mon sens, la question culturelle doit plutôt se discuter à l'échelle des intercommunalités. Or les communautés de communes sont des créations assez récentes. Si je prends la communauté de communes à laquelle appartient la commune de Félines, la question culturelle y est aujourd'hui vraiment marginale. Quand on crée une communauté de communes, ce n'est pas une question qui arrive en premier dans les préoccupations. On y vient, progressivement. Et je pense que c'est en effet la bonne échelle pour en discuter. Je le disais tout à l'heure, la question culturelle dans les petites communes n'est pas facile à mener. Il faut qu'on adopte une vision plus globale. C'est une vision qu'on partage largement aujourd'hui grâce au projet de l'APSOAR.

Olivier Dussopt

Pour poursuivre sur le SCoT, c'est avant tout un document d'orientation et de prescription qui définit de grandes infrastructures, des schémas d'urbanisation et de constructibilité, mais qui ne définit pas la nature exacte des équipements qui seront construits sur un territoire et, encore moins, les politiques hors investissement qui seront menées. Il a été beaucoup question de co-construction des politiques culturelles avec les différents acteurs au cours de cette rencontre. Dans le cas du SCoT, on est dans une logique un peu différente : la construction d'une politique publique qui va intégrer la culture comme un des acteurs du territoire. Et sans doute que si le président du SCoT n'était pas lui-même public des arts de la rue et plus globalement des équipements culturels du territoire, si

les élus autour de lui dans le bureau du SCoT n'étaient pas eux aussi sensibilisés à ce projet d'aménagement culturel du territoire, ils n'auraient pas eu l'idée d'intégrer un questionnement culturel à la préparation du SCoT. Et encore moins de faire participer la population au travers d'une démarche d'écriture artistique du paysage, pour ensuite les interroger sur la nature de l'aménagement du territoire et les perspectives à 15, 20 ou 30 ans du territoire sur lequel ils habitent. Là, ce sont des acteurs publics qui utilisent le vecteur culturel comme un élément de construction de leur propre politique publique.

Je termine en revenant sur ce qu'a dit Denis à l'instant. Vous l'avez évoqué dans votre introduction : quelle organisation des acteurs publics pour accompagner les acteurs du milieu culturel ? Nous avons tous en tête la réforme des collectivités. Il ne faut pas la fantasmer. Il n'y a pas de projet caché de réforme des collectivités. Dans le projet de réforme adopté en décembre 2010, projet que j'ai combattu - j'étais porte parole de mon groupe à l'Assemblée et j'ai dit tout le mal qu'on devait en penser, y compris sur les aspects de solidarité économique, financière entre les territoires - la question culturelle n'était pas abordée comme une cible, ni comme un objectif d'ailleurs. Elle n'était tout simplement pas abordée ! La seule question abordée était celle de la capacité des collectivités à rester libres de la définition des politiques qu'elles pouvaient mener au travers de ce que l'on appelle la clause de compétence générale, clause qui autorise une collectivité à intervenir dans n'importe quel champ de l'action publique. Aujourd'hui, nous travaillons sur une autre réforme, un nouvel acte de décentralisation, avec la volonté de conserver cette clause de compétence générale pour permettre à chacune des collectivités d'agir, avec la volonté de renforcer les intercommunalités parce qu'on considère que c'est en effet le bon échelon de contractualisation pour un certain nombre de politiques, dont les politiques culturelles ou la politique de la ville. Il y a une volonté de renforcer et pas d'interdire l'action. C'est pourquoi je dis qu'il ne faut pas fantasmer cette réforme. Ceci étant, donner la liberté n'a rien à voir avec la possibilité. La possibilité, c'est bien sûr la question des moyens, mais je crois qu'il nous faudrait deux ou trois heures de débat supplémentaires pour aborder les questions de

fiscalité, de recherche et d'obtention de ces moyens.